

La Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 7. — 25 Octobre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Le vrai complot LE DÉSARMEMENT ET LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

La magistrature, qui est la prolongation naturelle des services de police, aurait découvert dans les premiers éléments de son instruction matière à élargir ses inculpations. Elle étend l'inculpation à cent soixante militants communistes pour atteindre tous les dirigeants du parti. Au complot contre la sûreté intérieure de l'Etat elle ajoute le complot contre la sûreté extérieure et le délit d'espionnage, qui est de droit commun. De ce dernier chef, on inculpe toute la direction de l'Humanité, Cachin, Vaillant-Couturier et Barbusse. Ce seul nom indique le sérieux et la bonne foi des poursuites.

Le gouvernement croit-il le moment venu de se débarrasser par un coup de force du parti communiste ? La bourgeoisie se sent-elle les mains assez libres pour débayer le terrain et faire table rase ? Veut-on reprendre l'opération canaille tentée contre la B. O. P. et qui avait tourné court ? Que les ouvriers se gardent. Par delà l'actuel parti dont l'activité était de peu de force contre la bourgeoisie, c'est tout instrument d'organisation et de combat politique et économique du prolétariat que la bourgeoisie veut rendre impossible. La bourgeoisie française voit venir des jours difficiles. Elle a besoin d'un prolétariat désarmé. Elle a besoin d'avoir les coudées franches aujourd'hui pour comprimer les salaires, demain pour faire la guerre. Elle peut croire le moment venu de faire place nette. Son agression est une agression de classe.

Là est le vrai complot et c'est le complot de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Tardieu procède par étapes, avec prudence et méthode, mais maintenant son but apparaît clairement.

A ce moment critique, les dirigeants du Parti communiste, essouffés par leurs vaines, incessantes et incohérentes criailleries, se trouvent sans moyens pour appeler la classe ouvrière directement menacée, la mobiliser et la dresser contre le pouvoir, tandis que les aboyeurs payés de la bourgeoisie enflent la voix et que les réformistes et les socialistes domestiqués du Peuple et du Populaire, se bornent à des protestations molles et hypocrites contre une opération de police dont ils espèrent être les profiteurs. Les juges inculpent et condamnent selon le bon plaisir gouvernemental. Le Parti communiste et les syndicats unitaires sont progressivement poussés hors de la légalité.

Les travailleurs n'ont à attendre de défense que de leur force d'organisation et de leur puissance de lutte. Ils ont à combattre la répression. Ils ont à travailler, dans le Parti communiste et hors du parti, à recréer un mouvement lié solidement aux intérêts et à la vie de la classe ouvrière, capable, par des ripostes décisives, de briser l'attaque préméditée, méthodique et persévérante de la bourgeoisie.

La Vérité.

I. — COMMENT UNIFIER L'EUROPE ?

Briand a ressenti le besoin d'améliorer le sort historique des trois cent cinquante millions d'Européens, qui apparaissent comme les représentants de la plus haute civilisation tout en ne pouvant vivre un siècle sans une douzaine de guerres et de révolutions. Mac Donald, dans l'intérêt de la pacification de notre planète, a traversé l'Atlantique. Les Etats-Unis d'Europe, le désarmement, la liberté du commerce sont à l'ordre du jour. La diplomatie capitaliste prépare partout une grande soupe pacifiste. Peuples d'Europe, peuples du monde entier, préparez de larges cuillères pour la dévorer !

Pourquoi cette mobilisation ? Les socialistes ne sont-ils pas au pouvoir dans les plus importants pays d'Europe ou ne se préparent-ils pas à y parvenir ? C'est précisément pour cela. Pourtant, dès maintenant, il apparaît que les plans de Briand et de Mac Donald précèdent la « pacification » dans des voies absolument opposées. Briand veut unifier l'Europe afin de la mettre en état de défense contre l'Amérique. Mac Donald veut mériter la gratitude de l'Amérique en l'aider à opprimer l'Europe. Deux trains vont à la rencontre l'un de l'autre pour sauver leurs passagers... de la catastrophe !

L'accord naval franco-anglais de juillet 1928 fut liquidé devant un simple froncement de sourcils de l'Amérique.

Ce fait est suffisamment démonstratif du rapport des forces dans le monde : « Vous imaginez-vous par hasard, insinua l'Amérique, que je vais m'adapter à vos résolutions prises sur les deux rives du « canal » ? Si vous voulez que vos pourparlers soient pris au sérieux, donnez-vous dans la peine de franchir l'Atlantique. » Mac Donald commanda son billet et c'est là ce qu'il y a de plus tangible dans son programme pacifiste.

A Genève, les futurs « unificateurs » du continent ne se sentirent guère plus à l'aise que les bootleggers de l'autre côté de l'Océan. C'est avec effroi qu'ils jetaient des coups d'œil du côté de la police américaine. Briand commençait et terminait ses discours en jurant ses grands dieux que l'unification de l'Europe ne doit en aucun cas et en aucune circonstance être dirigée contre l'Amérique. Dieu nous en préserve ! A la lecture des ces déclarations, les politiciens américains devaient éprouver une double joie : « Briand nous craint passablement... mais il ne réussira pas à nous donner le change. »

Tout en répétant les paroles de Briand, Stresemann polémiqua avec lui d'une manière voilée. Henderson polémiqua avec l'un et l'autre mais principalement avec le président du conseil français. En fait, toute la discussion genevoise se déroula selon le schéma suivant :

Briand. — En aucun cas contre les Etats-Unis.

Stresemann. — Très juste. Mais certains ont des arrière-pensées. L'Amérique ne peut avoir confiance qu'en l'Allemagne.

Mac Donald. — Je jure sur la Bible que la loyauté et l'amitié sont l'apanage exclusif des Britanniques, particulièrement des Ecossais.

C'est ainsi que se créait, à Genève, la « nouvelle atmosphère internationale ».

La faiblesse interne de l'Europe provient avant tout de son délabrement économique. La force économique des Etats-Unis constitue, au contraire, leur unité. On cherche comment il faut s'y prendre pour que l'unification de l'Europe ne soit pas dirigée contre l'Amérique, c'est-à-dire que le rapport des forces ne change pas à son désavantage.

L'organe officieux de Mac Donald, le *Daily Herald*, écrivait, le 10 septembre, que l'idée des Etats-Unis d'Europe était « grotesque », même que c'était une provocation. Si toutefois cette fantaisie était réalisable, l'Europe dresserait contre l'Amérique une formidable muraille douanière et le résultat serait que la Grande-Bretagne se trouverait écrasée entre les deux mâchoires de l'étau des continents. Ainsi raisonnait le *Daily Herald*, demandant au surplus comment, dans de telles conditions, il serait possible d'obtenir l'aide de l'Amérique.

Pratiquement, nul ne sait ce que signifient exactement les Etats-Unis d'Europe. Pour Stresemann, cela se réduisait à une unification de la monnaie et aussi des timbres-poste. C'est un peu maigre. Briand propose d'« étudier » un problème dont on ne sait pas exactement en quoi il consiste.

Le problème fondamental de l'unification devrait avoir un caractère économique, non seulement commercial mais s'attaquant aussi à la production. Ce serait nécessaire pour que des barrières artificielles ne séparent plus le fer du charbon ; il faut donner au système de l'électrification la possibilité de se développer conformément aux conditions naturelles et économiques et non dans les frontières du traité de Versailles ; il faut unir en un seul réseau toutes les voies ferrées d'Europe, etc. Tout cela ne saurait être envisagé sans la suppression préalable des frontières douanières à l'intérieur de l'Europe, et cela signifierait alors une union douanière européenne contre l'Amérique.

Il n'est pas douteux que si l'on abattait les barrières douanières, l'Europe capitaliste, après une période de crise de regroupements et d'adaptation, atteindrait un niveau plus élevé sur une nouvelle base de répartition des forces productrices. De même, les grosses entreprises, grâce à certaines circonstances économiques, l'emportent sur les plus petites. Mais ce qu'on n'a pas encore vu, ce sont de petits entrepreneurs céder volontairement leur place. Pour se rendre maître du marché, le gros capitaliste doit d'abord ruiner le petit. Il en est de même avec les puissances. Les barrières douanières ne sont élevées que parce qu'elles sont avantageuses et nécessaires à une bourgeoisie nationale au détriment d'une autre.

(VOIR LA SUITE A LA 4^e PAGE.)

La semaine

Une élection municipale

Dans le quartier de la Gare, dans le 13^e arrondissement, on votait dimanche pour élire au Conseil municipal, le successeur du communiste Colly. Colly était de ces vieux élus du Parti qui, en se recommandant du communisme, savent pratiquer la politique édilitaire. Les articles nécrologiques de la presse d'information bourgeoise avaient salué en lui l'administrateur dévoué. A l'élection partielle, le parti présente, à défaut d'une candidature de programme nettement communiste, la candidature sentimentale de Marty, pour appeler les travailleurs à s'élever contre la répression.

Marty recueillit 4.300 voix, au premier tour, alors que Colly avait été élu par 5.500 voix. La perte de voix tient vraisemblablement au crédit de Colly auprès des petits commerçants et des petits bourgeois qui trouvaient en lui leur représentant municipal. Les socialistes pressés de « réaliser », sur le terrain électoral qui leur est cher, la crise du communisme, obtiennent pour leur candidat, un journaliste du *Populaire*, tout juste 759 voix, contre 863 aux élections précédentes. Malgré ce résultat piteux, Zynowski se félicite. Nous aussi ; les travailleurs méprisent toujours le « socialisme » du *Populaire*.

Quant à l'humanité, elle annonce, en manchette que Paris ouvrier a répondu au coup de force. Et dans son éditorial, elle proclame : « Le social-fascisme est écrasé. L'élection du quartier de la Gare le prouve. » Voilà, en présence du danger que court le communisme, le battage et les sottises des irresponsables qui assument le rôle de guider la classe ouvrière.

Sénatoriales

Le tiers du Sénat s'est renouvelé dimanche sans qu'il en résulte rien. L'agitation n'a pas débordé le cercle des professionnels de la politique et des puissances de la finance et de l'industrie, dont ils sont les obligés et les représentants. Le Sénat constituait l'instrument historique entre les mains des groupes conservateurs pour contenir et canaliser immédiatement la démocratie. Il a vieilli en conservant son rôle. La bourgeoisie impérialiste a trouvé des moyens plus directs d'imposer ses volontés au système parlementaire et à tout l'appareil de l'Etat.

Les socialistes ont obtenu le siège de leur rêve. « Un pas à gauche », annoncent-ils dans leur journal. Leur intégration accomplie à la vie parlementaire sévèrement contrôlée par la bourgeoisie, le tremplin constitué par leur parti à des démocrates rose pâle qui les tient à un groupe sénatorial foncièrement bourgeois, cela marque bien plus : « Un pas à droite ». Mais ces pas ne sont plus à compter.

En Alsace, ces mêmes socialistes ont reporté leurs voix sur le catholique national Pfleger, pour contrarier l'élection de l'autonomiste Haegy. La discipline nationale avant tout. « Ils ont bien fait et tout le parti approuvera leur attitude », déclare Frossard. Tous ces hommes du *Populaire* ne trouvaient pas assez de mots hier pour dénoncer dans leur sincère et noble indignation, la soi-disant infâme collusion des communistes et des curés autonomistes contre l'impérialisme français. Aujourd'hui, ils battent des mains à tout rompre pour porter leur alliance à un clérical réactionnaire et patriote. La discipline de la nation capitaliste avant tout.

Comice radical

Le parti radical tient à Reims son Congrès national. Il se prononcera vraisemblablement contre la concentration et l'entrée au ministère au côté de réactionnaires militants. Il ne fera qu'accuser l'indécision et l'impuissance des partis de gauche. Les formations politiques cartellistes représentent une fraction de la bourgeoisie financière et industrielle et les couches les plus importantes de la petite bourgeoisie. Elles ne présentent plus que des solutions timides et effacées. Leur activité politique n'a plus rien de commun avec les velléités d'assaut de 1924. La grande bourgeoisie, le capital lourd, tient les classes moyennes. Les partis de gauche sont intimidés et terrorisés par la politique de la grande bourgeoisie qui tient sans mansuétude le haut du pavé. Cela se répercute jus-

qu'à l'intérieur de ces partis, où la vie politique s'étiole sous la cendre.

Accident du travail

Fait-divers d'une société où les travailleurs sont asservis aux machines pour la plus grande richesse de leurs propriétaires : l'explosion d'un gazogène et l'éroulement d'un atelier tuent quatre ouvriers et en blessent vingt aux usines Tabbot à Suresnes.

L'intensification de la production et l'économie sont la loi d'airain, la loi rapace de la classe détentrice des machines. Pour le service de ses machines, dans les conditions les plus dangereuses, pourvu qu'elles soient les moins onéreuses, elle happe les ouvriers qui perdent tout droit en posant le pied dans l'usine. Tous les jours elle les use. De temps à autre, elle les tue.

Chute du ministère

Mardi soir le ministère Briand est tombé, parce qu'il refusait de s'expliquer immédiatement sur sa politique à la Haye et en Rhénanie. A l'heure où nous mettons sous press, on voit mal encore qui recueillera sa succession. Tardieu est-il en mesure de la recueillir ou bien les radicaux, qui tiennent congrès à Reims, vont-ils inviter les socialistes à partager le pouvoir, sous la houlette d'un Daladier ou d'un Paul-Boncour. Avec un ministère ultra-réactionnaire, genre Tardieu, le communisme devra faire face à une offensive redoublée. Avec un ministère petit-bourgeois ou à participation socialiste, l'offensive ne se ralentira pas, mais nous aurons une situation politique plus favorable pour entraîner la masse ouvrière dans une voie juste et une action efficace.

Journaux et revues

L'Europe n'est plus libre

Dans la *Revue Politique et Parlementaire*, Joseph Barthélemy freine autant qu'il peut les illusions que le lecteur pourrait se forger sur les Etats-Unis d'Europe.

De là (l'impérialisme des Etats-Unis) est venue l'idée d'un bloc européen susceptible dans une certaine mesure de faire équilibre au bloc américain. Mais la conception correspondant à un sentiment instinctif de défense serait insuffisante et dangereuse. Si l'on constitue un bloc européen, il doit s'articuler sur les autres blocs économiques du monde et non se dresser contre eux. Ce n'est pas au moment où l'Europe fait appel à la finance américaine qu'elle aurait le droit de s'organiser contre l'Amérique...

Le « Temps » et les goûts des ouvriers

L'impérialisme américain vient lutter contre ses concurrents européens sur leur propre sol. Il annonce un de ses moyens de combat : Ford a l'intention de payer aux ouvriers de ses usines d'Europe le même salaire réel qu'aux Etats-Unis. Le prétexte est bien entendu l'intérêt pour l'industrie d'augmenter le pouvoir d'achat des peuples d'Europe. En réalité il s'agit d'essouffler les industriels incapables d'accorder des salaires haussés — alors que la puissante industrie américaine pourra se permettre ce luxe un temps. Le *Temps* exprime les inquiétudes des industriels français :

Comment comparer des pouvoirs d'achat aux Etats-Unis et en Europe alors que les ouvriers européens et les ouvriers américains placés dans des conditions d'existence très différentes n'ont ni les mêmes goûts ni les mêmes habitudes d'achat, ni vraisemblablement la même conception de la vie.

Les ouvriers d'Europe sauront le gré qu'il convient au *Temps* d'interpréter si scrupuleusement leurs goûts et leur conception de la vie.

Mais ces jérémiades n'arrêteront pas longtemps les exploiters de l'Europe sur la pente de l'éviction qui leur est réservée.

IL FAUT LIRE

LA DEFENSE DE L'U.R.S.S.
ET L'OPPOSITION
par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

Dans l'opposition

Tchécoslovaquie

Prague, 16 octobre 1929.

Chers camarades,

C'est avec grand plaisir que nous avons reçu votre journal, *la Vérité*. Selon nous il est tout à fait nécessaire de clarifier et de préciser la position des divers groupes oppositionnels français. Nous considérons que ce n'est pas là d'ailleurs un problème purement français, mais international. Les raisons fondamentales en résident sans doute dans la situation difficile, issue des lourdes défaites de l'Internationale communiste. Les positions prolétariennes étant maintenant ébranlées, il n'existe pas de point de vue unique sur les perspectives concrètes du développement futur. Votre organe donne une possibilité de discussion : c'est un grand pas de fait en avant.

Il n'y a aucun doute que les bolchéviks-déninistes (opposition) seront à l'avant-garde dans les soulèvements révolutionnaires de demain : ils ont prouvé par des faits leur fidélité à la Révolution d'Octobre ; ils ont donné une appréciation juste du glissement de l'Internationale communiste ; ils continueront à l'avenir à poursuivre cette voie avec une persévérance que rien ne pourra entamer.

Ici, en Tchécoslovaquie, notre opposition de gauche ne forme encore, malheureusement, qu'un petit groupe. Nous ne sommes pas encore assez forts pour pouvoir donner un journal au prolétariat tchèque. Nous nous rendons compte aussi que notre croissance présuppose de la clarté dans les idées et une certaine capacité d'action. C'est ce but que nous voulons atteindre et que nous atteindrons maintenant en travaillant sous la direction du camarade Trotsky.

Nous vous envoyons nos salutations les plus cordiales et nous espérons que la *Vérité* continuera les meilleures traditions des communistes et des bolchéviks.

Pour le groupe des communistes de gauche.

H. Lenorovics.

Belgique

Sous le titre : « Oh la bourgeoisie et la social-démocratie exultent trop vite », Van Overstraeten écrit dans le *Communiste* :

La lettre ouverte du Comité central du Parti communiste doit avoir détruit, pour beaucoup, des dernières hésitations et illusions.

De cette situation résulte non pas l'augmentation mais la précision des responsabilités de l'opposition. La grande tâche à laquelle elle ne peut manquer et à laquelle elle ne manquera pas, celle de la constitution d'un véritable parti communiste, emprunte certes son urgence aux événements politiques nationaux et internationaux que rien ne garantit contre les tournants les plus foudroyants. Ceux qui croient pouvoir sommeoler à notre époque peuvent se préparer à un réveil terrible.

Mais l'urgence de la tâche à exécuter ne peut servir de prétexte au « bâclage » de la besogne, à la négligence de la formation et de la consolidation idéologique et politique d'un groupe de militants rompus à toutes les épreuves, cohorte sans laquelle on ne bâtit un parti révolutionnaire que sur le sable.

Ici, nous avons besoin de jeunes qui y aillent de toute leur âme, dont la soif de savoir est inextinguible et le besoin d'action sans apaisement, modestes devant la grandeur du boulot et cependant d'une audace sans limite pour l'entamer et le poursuivre.

Amérique

D'une lettre du camarade Martin Abern, du *Militant* :

La Ligue communiste d'Amérique (opposition) est en voie de bon développement et nous enregistrons régulièrement de nouvelles adhésions. Au moyen de notre journal The Militant, et des sections que nous avons déjà pu créer dans beaucoup de villes, nous sommes dès maintenant une force bien définie parmi les ouvriers conscients, et non pas seulement une secte, ce que nous avons voulu et voulons éviter à tout prix.

Elections en Tchécoslovaquie Le Congrès de Weimar

Prague, 20 octobre 1929.

Les élections viennent cette fois d'une façon imprévue. Par un ensemble de manœuvres tactiques la bourgeoisie a essayé de se tailler un succès. Les fêtes du millénaire de St. Wenceslas et la coïncidence de la date des élections avec celle de la fête de la République doivent contribuer à renforcer les illusions nationales et à les faire servir aux élections. Pour la bourgeoisie, la grande crise chronique du parti prolétarien est aussi une circonstance qui a son importance.

Le capital financier a bien travaillé au cours des années passées. De grandes fractions de la petite bourgeoisie (petits paysans, petits commerçants employés mi-prolétaires) ont été prolétariées, une exploitation accrue des masses ouvrières est en train de s'effectuer. Le mécontentement ouvrier est encore contenu, mais il augmente constamment. Les circonstances objectives sont favorables au communisme.

En 1925, le parti communiste a obtenu près d'un million de voix. A cette époque, 7 millions d'électeurs étaient allés aux urnes. Cette fois, il y aura environ 300.000 électeurs de plus. Mais si le parti communiste obtenait le même nombre de voix qu'en 1925, ce serait, pour lui un recul, car dans ce cas le parti communiste n'aurait pas d'augmentation à enregistrer correspondant à l'accroissement des électeurs et à la « radicalisation » des masses. C'est pourquoi tout chiffre inférieur à un million signifiera une défaite sérieuse pour la direction du parti. Il convient aussi d'indiquer que le nombre de voix à lui seul n'est pas un signe décisif de la force du parti — ce n'est qu'un critère. A la fin de 1928 par exemple le parti communiste traversait une crise profonde, il était incapable d'aucune action : il recueillit néanmoins plus de 800.000 voix.

L'opposition de gauche ne se fait pas d'illusions : les élections seront une défaite, pour le parti, malgré des circonstances objectives favorables au communisme. Les partis socialistes gagneront des voix dans une forte proportion. Ce fait est d'autant plus grave que l'un des partis socialistes de Tchécoslovaquie, le parti social-démocrate, était quasi en miettes, il y a quelques années. Or, trait significatif, ce même parti vient de tenir son assemblée électorale dans la plus grande salle de Prague, la « Lucerna ». A cette réunion, l'ancien ministre du roi, Vandervelde, prononça un grand discours et, naturellement, ce ne fut qu'une longue diatribe honteuse contre le communisme et la Russie soviétique. Les social-démocrates qui jadis tenaient leurs réunions dans de petites salles de la périphérie peuvent donc maintenant s'adresser aux larges masses, tandis que les communistes doivent se contenter d'une petite salle du quartier de Smichov. Cela au moment où existe des conditions favorables pour une agitation et une propagande communistes.

Depuis la chute de la monarchie austro-hongroise et la naissance de la République tchécoslovaque, une dizaine de gouvernements se sont succédé : gouvernements purement bourgeois, néo-socialistes, « administratifs », etc. C'était et c'est encore pour la bourgeoisie un art véritable pour se maintenir au pouvoir. La force ascendante du prolétariat lui crée sans cesse de nouvelles difficultés, qu'elle ne peut surmonter que par suite de l'incapacité totale des dirigeants du parti communiste à dégager clairement le sens de ces crises gouvernementales répétées, et à orienter le mécontentement des ouvriers — mécontentement qui s'est manifesté plus d'une fois avec violence — vers le communisme et la révolution sociale.

Les illusions réformistes renaissent. Ce fait est d'autant plus humiliant qu'on doit le noter au moment où la direction du parti communiste poursuit une politique soi-disant de gauche. Mais le caractère centriste essentiel de cette direction ne peut que compromettre toute vraie politique de gauche, car beaucoup d'ouvriers qui prennent les demi-mesures et les zigzags pour une politique de « gauche » sont déconçus par les effets opportunistes inévitables et deviennent méfiants.

Aussi faut-il craindre que seuls les droitières ne profitent de la situation.

Démasker la direction centriste Gottwald-Reimann, telle est pour nous la tâche la plus

L'opposition allemande de droite (groupe Brandler) a tenu au début de cette semaine son premier congrès national. Cet événement peut avoir des conséquences importantes, dans le mouvement communiste national et international. Son premier avantage sera de nous faire connaître avec précision le programme et la plate-forme politique de ce groupe. L'activité de ce groupe en Allemagne nous avait déjà indiqué ses positions sur un certain nombre de problèmes. En particulier sur la lutte syndicale. Mais la plate-forme internationale était encore mal définie. Or, on a annoncé qu'au Congrès de Weimar le groupe Brandler définira, non seulement sa plate-forme nationale, mais aussi une attitude internationale bien définie. A vrai dire, le groupe Brandler a déjà pris des contacts sérieux avec différents groupes d'autres pays, et particulièrement avec la droite tchécoslovaque (Jilek, Haïs) et le « parti communiste alsacien », sous la direction d'Huber, maire de Strasbourg. Il combat avec acharnement l'opposition russe et réserve toute sa sympathie à Boukharine. Quelques articles ont été publiés par ses leaders avant le congrès. Nous avons relevé dans celui de Thalheimer (*Arbeiterpolitik* du 19 oct.) une phrase très significative. Thalheimer écrit : « Nous pensons qu'il faut remplacer le monopole de direction russe par le monopole de direction d'un autre parti » (sic.) Ainsi, ceux qui protestent contre le rôle principal joué dans le passé de l'I.C. par le parti russe, et qui ont dénoncé le rôle comme cause de la dégénérescence de l'I.C. se préparent à imposer à leur nouvelle Internationale la direction du groupe Brandler. C'est clairement écrit ! — Nous donnerons la semaine prochaine un compte rendu du Congrès de Weimar.

UN CONGRES A STRASBOURG

Dimanche s'ouvrira à Strasbourg, le premier congrès du parti communiste alsacien. Nous remarquerons — avant de donner la semaine prochaine le compte-rendu des débats — que le premier rapporteur sur la situation politique est... Heinrich Brandler, chef de l'opposition de droite allemande. Un grand meeting ouvrira le congrès, auquel sont annoncés comme orateurs Brandler et... Fourrier.

prossante, car ces centristes barrent la route à la poussée des masses vers le communisme.

La répression que la coalition bourgeoise n'a cessé d'exercer va vers un renforcement. Les dépenses militaires augmentent. On peut prévoir néanmoins qu'au lendemain des élections, les social-démocrates formeront une coalition ouverte avec la bourgeoisie. Le prolétariat tchécoslovaque (sur sept millions d'électeurs on peut compter une bonne moitié de prolétaires) veut le socialisme, mais le parti capable de le guider fait défaut.

La bourgeoisie au pouvoir a créé un régime de dictature renforcée, remarquablement organisé dans tous les domaines. C'est par ce moyen qu'elle peut tenir les ouvriers en échec, car elle réussit ainsi à maintenir le masque de la démocratie.

La tâche de l'opposition consiste à montrer aux ouvriers que les insuccès du parti communiste n'ont pas leur cause dans le communisme lui-même mais dans la mauvaise direction du parti. Les chefs actuels de l'Internationale communiste n'ont su élargir les bases de la révolution ni en Europe ni en Chine et il en résulte une croissance nouvelle du réformisme, des succès pour la bourgeoisie, la victoire de l'opportunisme dans les partis communistes et la persécution de l'opposition de gauche.

Il est certes bien difficile aux ouvriers révolutionnaires de voter pour les bureaucrates qui sont les chefs du moment. Mais les voix qui iront aux communistes ne doivent pas être portées au crédit de ces chefs qui, depuis longtemps déjà, ne sont plus considérés comme les chefs du prolétariat. Les véritables chefs, tels Trotsky et tant d'autres, sont persécutés, emprisonnés et déportés. Les suffrages accordés aux candidats du parti devront être considérés comme une protestation contre la domination bourgeoise, contre la paix sociale, comme une démonstration en faveur du communisme.

H. Lenorovics.

Le nouveau crime de la bourgeoisie yankee

La toute-puissance du patronat américain vient de s'affirmer une fois de plus. Le procès des grévistes de Gastonia, après des péripéties multiples auxquelles la « justice américaine » nous a accoutumés, vient de se terminer : la cour a distribué de lourdes condamnations.

Tout a été mis en œuvre pour aboutir à ce résultat. Le jury a été minutieusement trié et durant tout le temps du procès une véritable terreur a été déchaînée et entretenue dans l'Etat de la Caroline du Nord. Les barons du textile accoutumés à régner en maîtres dans leurs usines ont voulu à tout prix briser l'organisation ouvrière naissante. Ces défenseurs de « l'ordre et de la loi » ont appuyé les débats judiciaires de démonstrations de rues au cours desquelles les locaux des organisations ouvrières ont été saqués, des travailleurs assassinés ; une foule déchaînée a même tenté de se saisir des avocats chargés de la défense : le lynchage doublant la « justice » du paradis démocratique.

Pour avoir raison de pareilles puissances sociales, il aurait fallu pouvoir dresser contre elles les masses ouvrières d'Amérique et organiser, hors d'Amérique, d'impressionnantes démonstrations. Quelque chose a été fait dans ce sens, mais pas assez pour donner à réfléchir aux barons du textile et à leurs valets sur les conséquences de la décision du tribunal. Comme de coutume, les socialistes et réformistes se sont faits les auxiliaires de la bourgeoisie. Ils se sont laissés prendre, ou ont affecté de se laisser prendre à l'attitude douceuse du juge Barnhill. Dans une correspondance de New-York, parue dans notre numéro du 27 septembre, ce danger était signalé et on rapportait ces extraordinaires paroles de Norman Thomas, chef du Parti socialiste américain : « Chapeau bas devant le juge Barnhill, pour la remarquable équité qu'il témoigne à l'égard des accusés de Gastonia. »

Le « bon juge » Barnhill a rendu sa sentence. Après avoir fait pression sur le jury pour obtenir un verdict de culpabilité, il a distribué généreusement les années de prison à les sept accusés, quoique innocents de toute évidence, recevoient des peines variant entre 7 et 20 ans d'emprisonnement. Ces nouvelles victimes de la guerre de classes, ajoutées à tant d'autres, le prolétariat américain ne les oubliera pas.

« L'ouvrier allemand est devenu très sage, me déclarait le docteur Breitscheid, député social-démocrate au Reichstag. Il sait qu'il n'a rien à attendre d'une révolution, mais qu'il peut tout espérer de l'action méthodique de ses syndicats. » Et quand j'ai demandé à Mme Tony Sender, membre du même parti, mais siégeant un peu plus à gauche, si elle redoutait pour l'Allemagne une nouvelle révolution, elle m'a répondu avec un charmant sourire : « Redouter, pourquoi ? Si une nouvelle révolution était utile, je l'appellerais de tous mes vœux ; mais je ne la crois ni utile ni possible. »

... D'une manière générale, j'ai trouvé les socialistes allemands très assagis, très raisonnables et moins préoccupés de combattre les partis bourgeois que de tenir les communistes en respect.

Maurice Pernot,
L'Allemagne d'aujourd'hui.

VIENT DE PARAITRE

La lutte de classes

SOMMAIRE: Nos tâches (Éditorial). —

Résolution sur le conflit sino-russe.

— Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais. Louzon et le travailisme (P. Sizoff). —

Résolution secrète contre Boukharine. —

Réponses à notre enquête —

Vers un nouveau congrès d'Amiens ? (A. Ariat).

Le numéro 2 francs. Abonnement un

an 20 fr., six mois 10 francs.

45, boulevard de la Villette, PARIS-X^e

LE DÉSARMEMENT ET LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

A l'époque de la convocation, par la Société des Nations, d'une conférence économique qui devait instaurer le règne de la liberté du commerce en Europe, les tarifs douaniers s'élevaient sans arrêt. Aujourd'hui, le gouvernement anglais propose des « vacances douanières » de deux ans, c'est-à-dire que pendant deux ans les tarifs existants ne pourraient être augmentés. Telles seraient les modestes garanties des États-Unis d'Europe. Mais cela même reste à l'état de projet.

Pour défendre ces murailles douanières sans cesse surélevées, des armées nationales se tiennent prêtes qui, elles aussi, ont augmenté par rapport au niveau d'avant-guerre (1).

Les dépenses générales du militarisme (terrestre, naval, aérien) des cinq plus grandes puissances ont passé durant les trois dernières années, de 2.170 millions de dollars à 2.292.

Ces chiffres suffisent à montrer combien chacune des bourgeoisies nationales des trente pays d'Europe attache de prix à sa muraille douanière. S'il est nécessaire qu'un gros entrepreneur ruine un plus petit, alors il faut qu'une nation en écrase une plus faible qu'elle pour abatre le tarif douanier qui la protège.

Comparant l'Europe actuelle à l'ancienne Allemagne — lorsque des dizaines de principautés y avaient leurs frontières douanières — Stresemann tentait de trouver dans l'unification allemande le symbole de la fédération économique de l'Europe et du monde. Ce n'est pas une mauvaise analogie. Mais Stresemann oublia seulement d'ajouter que pour s'unifier, sur une base nationale, l'Allemagne se vit contrainte — sans compter les guerres de la Réforme — à une révolution (1848) et à trois guerres (1864, 1866 et 1870). En outre, même maintenant, après la révolution « républicaine » de 1918, l'Autriche allemande se trouve hors du Reich. Dans ces conditions, il est difficile de croire que, pour unifier économiquement toutes les nations d'Europe, quelques déjeuners diplomatiques suffiront.

II. — LE DÉSARMEMENT A L'AMÉRICAIN

Or parallèlement au problème de l'unification de l'Europe, celui de la réduction de ses armements vient d'être mis à l'ordre du jour. Mac Donald a déclaré que la voie du désarmement graduel était le plus sûr moyen d'assurer la paix perpétuelle. C'est ainsi qu'un pacifiste nous contredit. Si tous les pays désarmaient, il y aurait évidemment là une sérieuse garantie pour la paix. Mais ce désarmement n'a été réalisé de la même façon que l'anéantissement volontaire des murailles douanières. A l'heure actuelle, il n'y a en Europe qu'une seule grande puissance qui soit réellement désarmée. Mais son désarmement n'a été réalisé qu'en conséquence d'une guerre par laquelle l'Allemagne, elle-aussi, tendait à « unifier l'Europe » sous sa domination.

La question du « désarmement graduel », lorsqu'on l'examine de près, apparaît comme une farce tragique. Au désarmement, on substitue d'abord la cessation des armements pour aboutir finalement à l'égalisation de la flotte des États-Unis et de l'Angleterre. Actuellement, ce « but » semble devoir être la grande garantie de la paix. Cela revient à dire que la réglementation des revolvers

est le plus sûr moyen de supprimer le duel. Pour résoudre ce problème, il faudrait plutôt l'envisager en sens contraire. Le fait que les deux plus grandes puissances navales marchaient avec un tel acharnement pour quelques milliers de tonnes démontre clairement que chacune d'elles tente de s'assurer d'avance, par des moyens diplomatiques, la position la plus avantageuse dans le conflit guerrier prochain.

Que représente, toutefois, du point de vue de la situation internationale, la création d'une « égalité » entre les flottes américaine et anglaise ? Cela signifie l'établissement d'une grande « inégalité » entre elles — au profit de l'Amérique. Et c'est parfaitement compris par tous les participants sérieux de ce jeu, avant tout par les Amiraux de Londres et de Washington. S'ils gardent le silence sur ces choses, c'est par une timidité toute diplomatique. Mais nous n'avons aucune raison de les imiter.

Après l'expérience de la dernière guerre, il n'est personne qui ne comprenne que la prochaine guerre mettant aux prises les titans mondiaux sera à la fois longue dans sa préparation et dans sa durée, et non foudroyante. Le dénouement sera déterminé par la puissance respective de production des deux camps. Cela veut dire que les flottes de guerre des puissances vont non seulement se compléter et se renouveler mais, dans une grande mesure, se créeront au cours même de la guerre.

Nous avons vu la place particulière qu'ont prise les sous-marins allemands dans les opérations militaires durant la troisième année de la guerre. Nous avons vu, comment l'Angleterre et l'Amérique ont créé, dans le processus même de la guerre, de nouvelles armées gigantesques, des armements, infiniment supérieurs aux vieilles armées du continent européen. Il s'ensuit que les soldats, les marins, les cuirassés, les canons, les tanks, les avions existant au début des hostilités ne constitueront qu'un point de départ. Le problème décisif dépendra de la mesure dans laquelle un pays donné sera capable de créer, sous le feu de l'ennemi, des cuirassés, des canons, des soldats et des marins. Le gouvernement tsariste lui-même fut capable de préparer, au début de la guerre, une certaine réserve. Mais ce qui fut au-dessus de ses forces, ce fut d'en créer une nouvelle dans la bataille.

Pour l'Angleterre, en cas de guerre avec l'Amérique, il n'y a qu'une condition théorique de succès : c'est qu'elle soit capable de s'assurer, avant le déclenchement de la guerre, la prépondérance technico-militaire, afin d'équilibrer dans une certaine mesure l'incomparable prépondérance technique et économique des États-Unis. L'égalisation des deux flottes avant la guerre signifie que, dès les premiers mois de la guerre, l'Amérique aura un avantage incontestable.

Dans les pourparlers de Hoover et de Mac Donald il ne s'agit pas de désarmement ni même de limitation des armements navals : il s'agit uniquement de rationaliser la préparation de la guerre. Actuellement, lorsque la grande expérience de la guerre et l'afflux d'inventions auxquelles elle a donné lieu ne font que se perfectionner pour les besoins et l'usage militaires, le délai pélimination des diverses variétés d'armes de la technique militaire sera infiniment plus court qu'avant 1914. Par suite, la partie principale de la flotte peut se révéler vieillie avant même qu'on ne l'ait mise en action. Cela a-t-il un sens, alors, de fixer d'avance des rapports ? La base rationnelle de l'affaire exige d'avoir une flotte telle qu'il est nécessaire d'en posséder une dans la première période de la guerre et qui, jusque-là, puisse servir de laboratoire pour la vérification et l'expérimentation des nouvelles inventions et découvertes, en considérant que, dans la période de guerre, il faudra passer à la construction standardisée et à la production en série.

Durant ces dernières années, les départements militaires et maritimes des États-

Unis se sont appliqués à adapter toute l'industrie américaine aux besoins de la prochaine guerre. Schwab, un des magnats de l'industrie maritime de guerre, terminait il y a peu de temps son rapport à l'École de guerre par ces mots :

« Il faut bien vous rendre compte que la guerre, dans la période présente, doit être assimilée à une grande entreprise industrielle. »

La presse impérialiste française fait, cela se comprend, tout ce qu'elle peut pour mettre aux prises l'Amérique et l'Angleterre. Dans un article consacré à l'accord naval, le *Temps* écrit que l'égalisation des flottes ne signifie nullement l'égalisation de la puissance maritime, car l'Amérique ne peut encore songer à s'assurer des bases navales comparables à celles que l'Angleterre détient depuis des siècles.

Les bases navales britanniques l'emportent sans conteste. Mais l'accord sur l'égalité des deux flottes, au cas où il serait conclu, ne serait pas le dernier mot des États-Unis. Leur première revendication, c'est « la liberté des mers », c'est-à-dire un régime qui limitera sensiblement l'utilisation par la Grande-Bretagne de ses bases navales. La seconde : « La porte ouverte », n'a pas moins d'importance ; sous ce mot d'ordre, l'Amérique dressera non seulement la Chine mais aussi l'Inde et l'Égypte contre la domination britannique. L'Amérique fera entrer sa flotte en action quand la situation sera mûre. Le *Temps* n'a pas besoin de s'inquiéter. Les États-Unis prendront en détail tout ce qui peut être pris par morceau, modifiant le rapport des forces dans tous les domaines : technique, commercial, financier, militaire, au désavantage de leur principale rivale, et ils ne perdront pas de vue un seul instant ses exceptionnelles bases navales.

La presse américaine a parlé d'un ton dédaigneux de la réclamation britannique faite à Snowden lorsque celui-ci arracha, à la Conférence de La Haye, vingt millions de dollars au profit de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire la somme que les touristes américains dépensent pour leurs cigares. Snowden vainqueur ? demandait le *Times* de New-York. Et il répondait : « Non ! Le véritable vainqueur c'est le plan Young », c'est-à-dire le capital financier américain. Grâce à la Banque des règlements internationaux le plan Young donne à l'Amérique la possibilité de régler à son gré les crédits. Du centre financier partent de solides chaînes qui lient l'Allemagne, la France, l'Italie et entourent le cou de la Grande-Bretagne. Mac Donald, qui tient actuellement l'emploi de gardien du lion britannique, montre avec orgueil ce collier, disant que c'est le meilleur instrument de paix. Et pour atteindre ce but, il a suffi à l'Amérique de donner son « aide magnanime » à l'Europe pour qu'elle puisse liquider la guerre et de consentir à égaliser sa flotte à celle de la plus faible Bretagne.

III. — LA DICTATURE IMPÉRIALISTE DE L'AMÉRIQUE

Dès 1923, il me fallut batailler pour que la direction de l'Internationale communiste consente enfin à s'apercevoir de l'existence des États-Unis et à comprendre que l'antagonisme anglo-américain constitue la ligne fondamentale des groupements et conflits dans le monde. On considérait cela comme une hérésie même à l'époque du 5^e Congrès de l'I. C., au milieu de 1924. On m'accusait d'exagérer, d'amplifier le rôle de l'Amérique. On imagina une légende selon laquelle je prophétisais l'anéantissement des antagonismes européens devant le péril américain. Ossinsky, Larine et d'autres ont noirci pas mal de papier pour « détrôner » la puissante Amérique. Radek, à la suite des journalistes bourgeois, affirmait qu'une époque de collaboration anglo-américaine nous attendait, confondant des rapports

(1) Avant la guerre, la Grande-Bretagne dépensait pour sa flotte 237 millions de dollars. Elle en dépense aujourd'hui 270. La flotte des États-Unis coûtait en 1913, 130 millions de dollars. Aujourd'hui : 364. Pour le Japon, les mêmes dépenses sont passées de 48 millions de dollars à 127, soit près du triple. On comprend que les ministres des finances commencent, devant ce flux, à éprouver le mal de mer.

temporaires et épisodiques avec le fond du développement mondial.

Peu à peu, cependant, l'Amérique fut « reconnue » par la direction officielle de l'Internationale communiste qui se mit à répéter mes formules d'hier, ne manquant pas, cela s'entend, d'ajouter chaque fois que l'opposition exagère le rôle de l'Amérique. La juste appréciation de l'Amérique était, comme on sait, la prérogative de Pepper et de Lovestone.

Dès le moment où s'établit l'orientation à gauche, les réserves disparurent. Maintenant il est obligatoire pour les théoriciens officiels de prophétiser que l'Angleterre et l'Amérique vont inévitablement à la guerre. A ce sujet, j'écrivais, dans le courant du mois de février de l'année dernière, aux camarades déportés : « L'antagonisme anglo-américain est enfin sérieusement reconnu. Staline et Boukharine semblent commencer à comprendre de quoi il s'agit. Toutefois nos journaux simplifient beaucoup trop le problème, lorsqu'ils dépeignent la situation comme si l'antagonisme anglo-américain s'exaspérait sans arrêt et devait mener tout droit à la guerre. Or il n'est pas douteux qu'il y aura encore quelques crises au cours de son développement. La guerre serait maintenant une affaire trop dangereuse pour les deux rivaux. Ils feront encore beaucoup d'efforts pour s'entendre et faire la paix. Mais au bout de tout cela il y a un dénouement sanglant vers lequel on va à grands pas. »

L'étape actuelle prend de nouveau l'aspect d'une « collaboration » militaire entre l'Amérique et l'Angleterre, et même quelques journaux français craignent de voir surgir une dictature anglo-saxonne. Evidemment, les Etats-Unis peuvent utiliser, et ils utiliseront, leur « collaboration » avec l'Angleterre pour faire marcher, avec la même bride, le Japon et la France. Mais tout cela sera une étape, non vers une domination anglo-saxonne, mais vers une dictature américaine pesant sur le monde, y compris la Grande-Bretagne.

Les dirigeants de l'Internationale communiste peuvent, à ce propos, répéter que je ne vois d'autre perspective que le triomphe du capital américain.

Les théoriciens petits bourgeois du populisme accusaient de même les marxistes d'évoquer toujours la victoire du capital. Lorsque nous disions que l'Amérique va vers la domination mondiale, cela ne signifie pas du tout que cette domination se réalisera entièrement dans les faits. Il n'est question que de la tendance historique qui, dans la réalité, changera d'aspect, se trouvera dépassée, pour laisser la place à d'autres tendances historiques. Si le monde capitaliste pouvait encore exister durant des décades sans bouleversements révolutionnaires, alors ces dizaines d'années seraient sans conteste, témoins de la dictature américaine mondiale. Mais le problème réside justement en ce que ce procès développera inévitablement ses propres contradictions qui viendront s'ajouter à toutes les autres contradictions du système capitaliste. L'Amérique contraindra l'Europe à tendre vers une rationalisation toujours plus grande et en même temps elle n'abandonnera à l'Europe qu'une part de plus en plus réduite du marché mondial. Il en résultera une aggravation continue des difficultés en Europe. La concurrence des puissances européennes pour cette part réduite du marché mondial s'envenimera fatalement. En même temps, sous la pression de l'Amérique, les puissances européennes tendront à coo-donner leurs forces. C'est là l'origine fondamentale du programme de Briand. Quelles que puissent être cependant les étapes particulières du développement, une seule chose est claire : le déséquilibre mondial s'accroît d'une manière continue au profit de l'Amérique. *deviendra, dans l'époque prochaine, l'origine essentielle de toutes les crises et des bouleversements révolutionnaires en Europe.* Celui qui considère que la stabilisation capitaliste est assurée pour des dizaines d'années ne comprend rien à la situation mondiale et se trouvera fatalement entraîné vers le réformisme.

Si on jette un coup d'œil sur ce problème

tel qu'il se présente de l'autre côté de l'Océan, sous l'angle du sort des Etats-Unis, on voit que là aussi les perspectives qui s'ouvrent ne ressembleront en rien à une idylle capitaliste paisible.

Jusqu'à la guerre, la puissance des Etats-Unis a grandi sur la base du marché intérieur, ainsi que conformément à un équilibre dynamique entre l'industrie et l'agriculture. La guerre fit surgir dans ce développement, une crise brusque. Les Etats-Unis exportent dans des proportions de plus en plus grandes des capitaux et des objets manufacturés. La croissance de la puissance mondiale des Etats-Unis signifie que tout le système des industries et des banques américaines — ce gratte-ciel capitaliste géant — dans une mesure croissante s'appuie sur les fondements de l'économie mondiale. Mais ce fondement est miné et les Etats-Unis continuent de le miner de jour en jour. En exportant des marchandises, des capitaux, en construisant une flotte, en bousculant l'Angleterre, en achetant les plus importantes entreprises d'Europe, en se frayant la voie en Chine et ailleurs, le capital financier des Etats-Unis construit de ses propres mains, sous ses propres fondements des caves où s'accumulent la poudre et la dynamite. Où mettra-t-on le feu à la mèche ? En Asie, en Europe, ou en Amérique du Sud ? ou, ce qui est le plus probable, dans différents endroits à la fois ? Ce n'est déjà là qu'une question secondaire.

La direction de l'Internationale communiste est malheureusement totalement incapable de suivre toutes les étapes de ce développement. Elle ensevelit les faits essentiels sous une avalanche de lieux communs. Même l'agitation pacifiste faite autour des Etats-Unis d'Europe l'a prise à l'improviste.

IV. — LES ETATS-UNIS SOVIETIQUES D'EUROPE

La question des Etats-Unis d'Europe vue sous l'angle prolétarien, fut posée par nous en septembre 1914, c'est-à-dire dès le commencement de la guerre. Dans la brochure *La Guerre et l'Internationale*, l'auteur de ces lignes tentait de démontrer que l'unification de l'Europe était incontestablement mise en avant par tout son développement économique, mais que les Etats-Unis d'Europe n'étaient concevables que comme la forme politique de la dictature révolutionnaire du prolétariat européen.

En l'année 1923, lorsque l'occupation de la Ruhr posa, de nouveau, sous une forme aiguë, les problèmes fondamentaux de l'économie européenne (avant tout le charbon et le minerai de fer), en liaison avec le problème de la révolution nous obîmes que le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe fut officiellement adopté par la direction de l'Internationale. Mais l'attitude vis-à-vis de ce mot d'ordre resta hostile. N'étant pas en mesure de le répéter, la direction de l'I.C. prenait la même attitude vis-à-vis de lui, qu'envers cet enfant abandonné « le trotskysme ». Après la défaite de la révolution allemande en 1923 l'Europe connut la stabilisation. Les problèmes révolutionnaires fondamentaux disparaissaient de l'ordre du jour. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe tomba dans l'oubli. Dans le programme de l'I. C. il ne fut pas inclus. Staline donna de ce nouveau zigzag une explication remarquable par sa profondeur : comme l'on ne sait pas dans quel ordre les nations feront leur révolution prolétarienne, on ne peut prévoir d'avance si les Etats-Unis d'Europe seront nécessaires. En d'autres termes, cela signifie, qu'il est plus facile de formuler le pronostic après les événements qu'avant. En réalité, il n'est pas du tout question de l'ordre dans lequel se réalisera la révolution. Là-dessus des suppositions seules sont possibles. Mais cela n'exclut pas, pour les ouvriers européens et l'Internationale en général, la nécessité de donner une réponse précise à cette question : comment arracher l'économie européenne à son éparpillement et comment sauver les masses populaires d'Europe du dépérissement et de l'asservissement ?

Le malheur, cependant, c'est que les bases économiques du mot d'ordre des Etats-Unis

d'Europe ne confirment pas une des idées fondamentales du programme actuel de l'I. C., la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays.

Le trait essentiel de notre époque consiste en ce que les forces productives ont définitivement dépassé le cadre national et ont pris avant tout en Amérique et en Europe, une mesure en partie continentale, en partie mondiale. La guerre impérialiste est née des contradictions entre les forces productives et les frontières nationales. Le traité de Versailles a accentué encore ces contradictions. En d'autres termes : en face du développement des forces productives, le capitalisme ne peut exister dans un seul pays. En outre, le socialisme peut et doit s'appuyer sur des forces productives toujours plus développées : sans cela il apparaîtrait non comme progressif, mais réactionnaire par rapport au capitalisme. En 1914 nous écrivions : « Si le problème du socialisme pouvait se résoudre dans le cadre d'un Etat national, alors de même il serait compatible avec la défense nationale. » L'expression : Etats-Unis soviétiques d'Europe, exprime la pensée, que le socialisme est impossible dans un seul pays. Il ne peut même atteindre la plénitude de son développement dans les limites d'un continent. Les Etats-Unis socialistes d'Europe représentent par eux-mêmes l'étape d'un mot d'ordre historique sur la voie de la fédération socialiste mondiale.

Il arriva plus d'une fois dans l'histoire que lorsque la révolution ne fut pas assez forte pour résoudre les problèmes historiques qui étaient alors mûrs et exigeaient une solution, ce fut la réaction qui se vit contraindre de s'employer à les résoudre. Ainsi Bismarck avec l'unification de l'Allemagne après l'insuccès de la révolution de 1848. Ainsi Stolypine tentait de résoudre le problème agraire après la défaite de la Révolution de 1905. Ainsi les vainqueurs versaillais résolvèrent, à leur manière, les questions nationales, qui, antérieurement, les révolutions bourgeoises s'étaient montrées impuissantes à résoudre. L'Allemagne des Hohenzollern tenta à sa manière d'organiser l'Europe, c'est-à-dire de l'unifier sous son casque. Cela n'a pas réussi. C'est alors que le vainqueur Clemenceau décida d'utiliser la victoire pour découper l'Europe dans le plus grand nombre possible de morceaux. Maintenant Briand, s'armant d'une aiguille et de fil, s'apprête à recoudre les morceaux pour faire une seule pièce, bien qu'il ne sache pas comment s'y prendre.

La direction de l'Internationale communiste et, en partie, la direction du Parti communiste français, mettent à nu l'hypocrisie du pacifisme officiel. Cela est insuffisant. Expliquer l'orientation sur l'unification de l'Europe par la seule préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. est de l'enfantillage, pour ne pas dire plus et ne fait que compromettre les problèmes de la défense de la République soviétique. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ne ruse pas avec le mensonge diplomatique. Il découle des exigences économiques inéluctables de l'Europe, qui surgissent avec d'autant plus d'acuité que se fait sentir plus impérieuse la pression des Etats-Unis. C'est surtout maintenant que les partis communistes doivent opposer à la comédie pacifiste des impérialistes le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

Mais les partis communistes ont les mains liées. La formule vivante, avec son grand sens historique, a été rayée du programme de l'Internationale communiste dans le seul intérêt de la lutte contre l'opposition. C'est là une raison de plus pour que l'opposition la reprenne et la proclame avec persévérance. Avec elle, l'avant-garde prolétarienne d'Europe dira aux maîtres du jour : « Pour unifier l'Europe, il faut avant tout nous arracher le pouvoir. Nous le ferons. Nous unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre l'ennemi et cet ennemi c'est le monde capitaliste. Nous en ferons la grandiose place d'armes du socialisme combattant. Nous en ferons la pierre angulaire de la Fédération socialiste du monde. »

L. TROTSKY.

4 octobre 1929.

Les résolutions du 10^e Exécutif de l'Internationale communiste

Les résolutions votées par le 10^e Exécutif de l'I.C. réunissent toutes les erreurs de théorie et de tactique des partis communistes officiels. (Voir *Corr. Int.* Nos 67 et 104). Leurs appréciations et leurs directives marquent bien qu'il existe aujourd'hui une différence profonde entre la façon dont l'I.C. évalue les événements, et la façon dont l'opposition les évalue à son tour. Un trait marquant de ces résolutions, c'est leur caractère tout à fait général et abstrait. On y donne des appréciations et des directives qui ont l'air de pouvoir s'appliquer au monde entier, et l'on s'aperçoit qu'elles ne peuvent pratiquement s'appliquer à aucun pays précis. Ainsi, ces résolutions sont inapplicables. Une fois rentrés dans leurs pays les délégués essaient tant bien que mal de les adapter aux situations auxquelles ils ont à faire face. Ils donnent alors une espèce de caricature vulgaire de ces résolutions qui sont elles-mêmes des caricatures assez lamentables de la situation objective. Cela est tout à fait caractéristique pour la France, comme nous le montrons.

La tre résolution concerne « la situation internationale et les tâches immédiates de l'I.C. » En fait de situation internationale on trouve une très brève analyse qui est résumée ainsi : « ... la stabilisation du capitalisme non seulement n'a pas montré de solidité durable, mais au contraire s'ébranle de plus en plus. On constate, de plus en plus, par les faits, la justesse de l'appréciation faite par le 6^e Congrès sur la période actuelle, sur la 3^e période du capitalisme d'après-guerre comme une période d'accroissement de la crise générale du capitalisme, etc... » Dans la suite on ne donne aucune analyse marxiste de cette crise, mais une description purement empirique, photographique, des événements survenus depuis quelques mois. Il résulte de cette description 1) que les impérialismes ne sortent pas des contradictions engendrées par la guerre, 2) que ces contradictions sont secondaires par rapport à celle qui oppose l'U.R.S.S. et le monde capitaliste, 3) que le capitalisme ne s'est pas développé, mais stabilisé, et que cette stabilisation est déjà effectivement sapée, 4) que le prolétariat est le facteur le plus actif de ce travail de sape. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces faits. Nous indiquerons simplement que ces constatations sont erronées, et que d'elles découle toute la tactique fautive de l'I.C. Pour résumer, nous dirons 1) que les nouvelles contradictions impérialistes qui se développent ne sont plus celles de la guerre et de l'après-guerre (en partie liquidées par les plans Dawes, Young, etc...), mais des contradictions nouvelles engendrées par la pesée de l'Amérique sur le marché mondial, 2) ces contradictions ont pour racine la surproduction formidable dans la période de nouveau développement du capitalisme rationalisé ; économiquement ces contradictions inter-impérialistes se prolongent aussi en une poussée contre l'U.R.S.S. dans le but de s'ouvrir son marché, et de liquider par la même occasion la Révolution d'Octobre, 3) l'évolution actuelle du capitalisme n'est pas seulement une stabilisation, mais aussi un développement, qui se heurte avec violence aux limites d'extension de l'impérialisme, et provoquera des crises inévitables. Il ne s'agit pas d'une stabilisation sapée, mais d'une poussée en avant qui mène à des crises gigantesques. 4) Actuellement, nous ne voyons que des prodromes de ces crises, que le prolétariat n'est pas encore assez fort, uni et conscient, pour aggraver et exploiter. Toute la tactique erronée de l'I.C. est d'ailleurs en partie responsable de cela. Voilà comment, selon nous, l'Exécutif aurait dû envisager la situation. Au lieu de cela on se borne à décrire des phénomènes que la bourgeoisie elle-même examine, décrit et commente journellement.

La résolution indique ensuite que dans la période actuelle la social-démocratie participe au pouvoir bourgeois et lie sa cause à la sienne.

Parfaitement juste. Mais qu'en déduit l'Exécutif ? Il écrit que, par suite, il s'ouvre une crise de la social-démocratie : « Cette crise trouve son expression dans l'accélération du processus de la radicalisation des grandes masses ouvrières et conduit inévitablement la social-démocratie à la perte de son influence parmi elles. » Oui, corrigerons-nous, à condi-

tion que les partis communistes sachent exploiter cette situation. Or que voyons-nous en France ? Le socialisme passe à la défense de la bourgeoisie ; les masses ouvrières ne le soutiennent pas mais leur degré de radicalisation est encore faible et plutôt que de tomber sous la coupe du parti communiste dégénéré, elles s'abstiennent. Voilà ce que nous enseignent les faits, le 1^{er} août, la crise de la C.G.T.U., la baisse d'effectifs du parti, et le perpétuel malaise à sa direction. Cela ne ressemble guère aux phrases ronflantes de la résolution. Plus loin, on parle de « l'accroissement de l'influence du communisme dans les masses ouvrières. » Malheureusement nous voyons, en France, un discrédit du communisme (disons plutôt du parti communiste) qui se traduit par une baisse d'influence du parti que les belles phrases et la répression ne suffisent pas à expliquer, la répression s'exerçant du reste en proportion directe du manque de résistance du parti et de la masse.

En conséquence de ces perspectives optimistes, le 10^e Exécutif assigne toujours aux partis la conquête de la majorité de la classe ouvrière, et pour cela, il leur indique sa bonne recette politique : l'Exécutif « considère que sans la réalisation de ces décisions, sans la débâcle complète des liquidateurs de droite et de « gauche » (trotskistes), sans surmonter résolument la conciliation avec la « gauche » et la droite, il est impossible de remplir les tâches de l'I.C. et de ses sections dans les conditions du nouvel essor du mouvement ouvrier révolutionnaire. » Cette recette est une magnifique définition du centrisme et les camarades pour qui le centrisme n'existe pas ou qui trouvent que le parti fait une véritable politique de gauche, n'ont qu'à s'y reporter. Ni la gauche, ni la droite ! On met gauche entre guillemets, pour montrer qu'il ne s'agit là que d'une étiquette. Mais le fait qu'on la distingue de la droite indique cependant qu'il s'agit bien de la gauche, tout court, c'est-à-dire de la tendance qui suit une ligne marxiste conséquente. Quant au parti, son mot d'ordre est de lutter simultanément contre la droite et la gauche : c'est là le trait distinctif du centrisme, il oscille, évolue, se divise, entre la droite et la gauche, et enfin, au nom de la bureaucratie, il lutte contre les deux à la fois. Dans notre parti il y a une application particulièrement brillante et pleine de réussite de cette tactique ; mais en fin de compte personne ne peut plus reconnaître sa droite de sa gauche, et le but visé, l'influence sur les larges masses, s'éloigne toujours.

Une seconde résolution sur « la lutte économique et les tâches des partis communistes » examine la tactique syndicale. On y dit que « le nouveau caractère des combats économiques consiste en ce qu'ils portent de plus en plus le caractère d'attaques de part et d'autre, et, fort souvent, le caractère d'une offensive du prolétariat. » On conclut qu'il faut entraîner dans cette offensive, non seulement les syndicats révolutionnaires, mais surtout les inorganisés, qui se sont montrés les plus ardents et les plus nombreux à la lutte (ce n'est pas nouveau). On y arrivera par l'intermédiaire de comités de lutte. Les comités de lutte doivent agir sans se soucier du syndical révolutionnaire, en englobant tous les ouvriers, et en luttant contre les syndicats réformistes. Mais, si l'on crée de tels comités de lutte, là où existent des syndicats rouges, comme en France, cela veut bien dire que l'on n'accorde plus aucune importance dans la lutte aux syndicats rouges ; et si on les néglige, c'est parce qu'on les a sabotés et ruinés. La création de comités de lutte masque la faillite des syndicats unitaires.

Sur ce point, comme sur l'appréciation de la situation objective, nous sommes en désaccord avec l'Exécutif. Le mouvement de lutte du prolétariat n'est pas encore si impétueux qu'il nécessite la création d'organismes nouveaux là où existent les organisations que l'on peut utiliser si on ne sabote pas leur action. La tactique des comités de lutte et des offensives d'inorganisés masque simplement la ruine du mouvement syndical unitaire. Or nous disons que la C.G.T.U. doit être sauvée, parce qu'elle peut diriger la lutte du prolétariat et grouper des masses, si le parti tâche son étroite bu-

reaucraticque sur elle. La C.G.T.U. doit être une organisation de masse révolutionnaire. Coopérant avec un parti communiste sain, son pouvoir d'attraction peut être énorme. Voilà ce que les syndicats qui luttent contre les tactiques nouvelles de Lozovsky doivent comprendre, sans glisser sur la voie de l'autonomie.

Nous n'avons fait ici que résumer quelques tendances de cet exécutif. Mais notre tâche n'est pas seulement de critiquer ses points de vues et de montrer ce qu'ils ont de faux. C'est aussi, et surtout d'élaborer une ligne sérieuse en prenant appui sur les meilleurs éléments du prolétariat révolutionnaire, pour le relèvement du communisme.

P. NAVILLE.

Lettre de Russie

A propos de la déclaration de Racovsky

Moscou, octobre 1929.

Selon moi, il y a, dans la déclaration de Racovsky et des autres camarades, des concessions superflues aux « conciliateurs », superflues parce que, de quelque façon qu'on s'y prenne, on ne retiendra pas les conciliateurs du genre de I.N. Smirnov qui entreprennent des actions indépendantes et ne se préoccupent jamais de la nécessité de maintenir l'unité parmi nous. Racovsky avait demandé à Smirnov de ne rien faire avant d'avoir reçu le projet de déclaration. Mais déjà, paraît-il, à ce moment il avait envoyé la sienne au Comité central et il venait d'apprendre que Jaroslansky l'avait repoussée.

Un autre conciliateur, Bogouslavsky, mène des pourparlers pour la convocation d'une conférence. Si une telle conférence se tient à Moscou, on peut bien supposer qu'on ne manquera pas de sortir une fois de plus « la révolution permanente » et le reste. Le désaccord essentiel entre la position de Smirnov et la nôtre réside dans son appréciation de la ligne politique générale de la direction et de la direction elle-même, dans la confiance qu'il lui témoigne et dans l'engagement de renoncer sans condition à tout travail fractionnel.

Sur tous ces points, il est possible que le texte définitif de notre déclaration ne paraisse pas suffisamment clair. Mais ce ne sont là que des critiques secondaires et nous devons, naturellement, nous solidariser sans réserves avec la déclaration car, sur toutes les questions essentielles, elle est juste.

L'année qui vient sera l'année critique pour la direction centriste. Les staliniens sont actuellement sous le fouet de la dure nécessité et d'un certain revirement dans l'état d'esprit des masses. Nous verrons qui justifiera l'autre, si l'appareil aura raison de l'activité des masses, ou si, au contraire, ces dernières seront assez fortes pour dominer l'appareil.

Smirnov vient au secours de l'appareil contre les ouvriers et c'est pourquoi son action conciliatrice est, en ce moment, particulièrement naïf. Mais l'auto-critique a déjà passé, et de beaucoup, les limites que lui avaient fixés Jaroslansky et autres, et nous attendons avec une entière confiance le développement ultérieur de la crise du parti. — N. B.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X'

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'ad-

ministration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction,

à A. Rosmer.

Comment abattre la direction confédérale ?

— Vous voulez donc sauver la direction de la C.G.T.U., nous disent quelques camarades. Au moment où elle est menacée vous tentez d'empêcher la formation du bloc qui peut l'abattre.

Si les dirigeants unitaires n'avaient d'autre soutien que nous, ils seraient bien malades. Nous ne leur avons pas ménagé les critiques. Nous les dénonçons comme des saboteurs du mouvement ouvrier. Nous mènerons contre eux une lutte sans répit. Mais la question qui est posée devant les diverses minorités c'est précisément celle de la méthode à suivre pour libérer la C.G.T.U. de leur détestable politique.

Une remarque, d'abord, est nécessaire. Le bloc des minorités, ce sont eux qui l'ont voulu, et non pas par hasard, ni par simple manœuvre de congrès. C'est de leur part une tactique étudiée. Ils auraient pu chercher au contraire à opposer les minorités les unes aux autres et cela leur aurait été assez facile. Ils ont montré clairement qu'ils ne le voulaient pas. Il faut être avec eux ou contre eux et tous leurs efforts tendent à faire un seul bloc de tous ceux qui les combattent, de quelque façon qu'on le fasse et quelles que soient les critiques qu'on leur adresse. C'est donc qu'ils estiment que la formation d'un bloc minoritaire est de leur intérêt, qu'elle les sert.

Ils se trompent, dira-t-on. Mais sont-ils si aveugles pour ne pas savoir discerner où est leur avantage ? C'est précisément dans le domaine de la manœuvre qu'ils ont beaucoup appris. S'ils défendent fort mal les intérêts des ouvriers, s'ils se sont montrés même incapables de conserver les effectifs qu'ils ont trouvés dans les syndicats unitaires, par contre ils sont très habiles dans l'art de préparer les congrès et de se débarrasser de leurs adversaires.

Cela déjà doit donner à réfléchir. Au surplus, il n'est pas difficile de découvrir les raisons de leur tactique. Ils pensent qu'un bloc rassemblant tous les minoritaires sera très vulnérable, du fait qu'il comprendra, à côté des militants qui, hier encore, appartenaient au Parti communiste, des anarchistes, des syndicalistes purs qui n'ont rien oublié ni rien appris, mais au contraire affirment que ce sont eux qui avaient raison à Bourges et que les communistes qui les rejoignent aujourd'hui le reconnaissent implicitement. Dans de telles conditions, le bloc minoritaire prendra fatalement une couleur « anti-parti » et même anticommuniste et il suffira de le montrer comme tel pour en éloigner les ouvriers révolutionnaires qui restent profondément attachés au communisme et à la Révolution russe.

Les C. S. R. furent, en leur temps, un rassemblement assez hétérogène. Mais ils avaient une base excellente ; ils défendaient, contre les hommes qui avaient trahi, en 1914, le syndicalisme révolutionnaire et ils opposaient à l'union sacrée la solidarité de la classe ouvrière avec la Russie des soviets.

Pourtant, même appuyés sur cette solide base, ils ne purent atteindre pleinement leur but. Ils furent impuissants à libérer le mouvement ouvrier des renégats.

Le nouveau bloc, handicapé au départ, ne pourrait mener sa bataille que dans des conditions infiniment plus défavorables. Au moment où la répression gouvernementale s'aggrave et prend son plein sens, son caractère anticommuniste paralysera son action dans une grande mesure et l'empêchera de grouper autour de lui la grande majorité des syndiqués unitaires, ce qui est pourtant indispensable si l'on veut abattre vraiment la présente direction confédérale.

Nous sommes convaincus que la position prise par la majorité fédérale des syndicats de l'enseignement est la seule qui permette une attaque efficace. Les syndicalistes purs qui, après Bourges, n'ont pas hésité à s'allier avec Frossard pour « sauver » le syndicalisme, sont logiques. Leur action d'aujourd'hui est le prolongement de celle d'hier. Mais les communistes eux aussi doivent être logiques. Si non les ouvriers ne les comprendront pas et le bloc dans lequel on leur propose d'entrer se disloquera avant même d'avoir pu atteindre le premier but qu'il s'assigne.

A. ROSMER.

DISCUSSIONS

Un nouveau Congrès d'Amiens ?

Le problème syndical se trouve de nouveau au premier rang de l'actualité. Il est posé encore une fois et sous tous ses aspects : à côté de la question souvent débattue des rapports entre partis politiques et syndicats, il y a celles de l'unité syndicale, des conseils d'usines, des « comités de lutte » — dernière création de l'I.S.R. — de la propagande parmi les inorganisés, des diverses formes d'organisation, etc. Une discussion poussée à fond est nécessaire. Nous l'avons aujourd'hui par un article du camarade Delfosse. La semaine prochaine, elle se poursuivra avec une étude du camarade Trotsky. Nous publierons le plus souvent sans les commenter aussitôt les contributions qui nous seront envoyées. Nous les examinerons dans leur ensemble au terme de la discussion et nous formulerons alors notre point de vue.

Je n'entends pas ici critiquer ou méconnaître l'esprit révolutionnaire qui anime pas mal de camarades, voir en eux des social-fascistes sous prétexte que je n'apprécie pas de la même façon qu'eux les diverses formes d'organisation du prolétariat.

J'entends tout simplement critiquer cette forme du syndicalisme qui transforme les syndicats en partis politiques, du syndicalisme suffisant à la classe ouvrière et qui rend impossible la cohésion du prolétariat.

Je n'ignore pas que périodiquement l'on déclare que ceux qui ne sont pas communistes ont quand même leur place dans la C.G.T.U. C'est une erreur. S'il y a quelques adversaires, ce sont des militants qui par tactique et souplesse font semblant d'ignorer la discipline, pour s'accrocher à l'organisation.

Personne ne peut nier par exemple, que le mot d'ordre du 1er août n'était pas un mot d'ordre purement communiste et politique ; il n'en était pas moins considéré comme obligatoire pour tous les syndiqués, même pour les socialistes et anarchistes, à supposer que la C.G.T.U. puisse en contenir.

Dans ces conditions il est clair que la C.G.T.U. ne peut pas avoir d'autres dimensions que celle d'un parti politique. Le raisonnement des communistes de la majorité est celui-ci : L'action économique est liée à l'action politique, par conséquent le syndicat doit prendre d'abord une position politique ; pour que cette politique soit juste il faut qu'elle soit communiste et comme la politique communiste ne peut être traduite concrètement que par le parti communiste, c'est le parti communiste qui doit diriger le mouvement ouvrier et par conséquent les syndicats ; et l'on invoque constamment Lénine.

On peut souscrire à cette thèse mais en ce qui concerne l'interprétation, on est loin de celle de Lénine.

Pour Lénine, cette thèse décrit l'aboutissant d'un long travail de patience.

Pour le parti communiste l'application totale de ce point de vue est un commencement.

Selon Lénine, pour arriver à ce résultat, il faut rester en contact avec les travailleurs et pour cela aller même jusqu'à violer la vérité.

Pour le parti communiste, il faut d'abord planter le drapeau communiste au milieu d'un groupe insignifiant de syndiqués, proclamer la défense de la Russie des Soviets obligatoire et ensuite s'adresser aux dix millions de non syndiqués et aux 700.000 membres de la C.G.T. réformiste et leur dire : c'est à prendre ou à laisser ; pas d'unité ouvrière, pas d'action de masses avant la reconnaissance de ces principes.

Pour Lénine, gagner les syndicats c'est les convaincre en ayant soin de ne rien faire qui puisse rompre la cohésion ouvrière.

Pour le parti communiste, l'essentiel est de s'emparer par des méthodes de cuisine, des postes responsables, d'avoir un appareil, de dresser des statuts, des résolutions, des sanctions, à l'aide desquels on dirigera la classe ouvrière.

Pour Lénine, le but des communistes dans

les syndicats est de faire accepter par le prolétariat les méthodes de lutte communistes et non la théorie communiste, et de poursuivre après la prise du pouvoir l'éducation communiste des syndiqués.

Pour le parti communiste, avant de tracer la moindre tâche, il faut appeler les syndiqués à approuver la politique de l'Internationale communiste qui leur parvient par le truchement de l'I.S.R. Les syndiqués sont invités à ratifier l'appréciation de la situation mondiale et les mots d'ordre qui en découlent, concernant l'imminence de la guerre, les opportunistes, les social-traitres ; en un mot on exige que les syndiqués soient d'abord de parfaits communistes.

L'innocence des dirigeants est telle qu'ils n'hésitent pas à déclarer que le parti est le véritable parti du prolétariat et l'« Humanité », à l'appui de cette thèse publie ce passage de Lénine :

« Les syndicats ont marqué un formidable progrès de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme, en tant que passage des ouvriers divisés et impuissants aux premiers groupements d'union de classe.

« Lorsque la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les leaders avec la classe et les masses en un tout indissoluble) a commencé à se développer, les syndicats ont manifesté un certain caractère réactionnaire, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à une attitude apolitique, une certaine inertie, etc. Mais le développement du prolétariat ne s'est effectué et n'a pu s'effectuer dans aucun pays du monde autrement que par les syndicats et par leur action avec le parti. » (La maladie infantile du communisme).

Les dirigeants du parti ont vu dans ce passage la preuve que Lénine prétendait que le parti tel qu'il est maintenant est qualifié pour diriger la classe ouvrière.

Cette prétention est absurde.

Il n'y a pas d'erreur sur ce point. Lénine met clairement entre parenthèses, les conditions à remplir pour se dire parti révolutionnaire du prolétariat.

C'est une absurdité que de prétendre que le parti français s'est lié avec la classe ouvrière et les masses en un tout indissoluble.

Il ne s'agit pas ici de nier la justesse des paroles de Lénine ; avec lui nous disons que le parti sera le parti révolutionnaire du prolétariat, mais il ne le sera jamais tant qu'il soutiendra le syndicalisme révolutionnaire.

Devant pareille situation des organisations ouvrières, que faire, nous, les communistes oppositionnels ?

Allons-nous emboîter le pas à la Ligue syndicaliste, qui réclame un nouveau Congrès d'Amiens, c'est à-dire, un congrès où sera repoussée la question des fondements du syndicalisme ?

Où, mais à la condition d'aller y défendre un tout autre point de vue que celui de la Ligue syndicaliste.

Si le syndicat doit être établi sur les mêmes bases qu'un parti politique, il n'a pas besoin d'exister. Quant à son évolution vers la politique, elle doit être individuelle et déterminée par les luttes économiques au cours desquelles le syndiqué constatera l'intervention de l'Etat et le parti ne doit espérer une adhésion collective totale et volontaire qu'à l'heure de la prise du pouvoir.

Un communiste qui a foi dans le marxisme, qui a compris la théorie léniniste a le devoir de se présenter devant les ouvriers même les plus réactionnaires en leur disant : Je veux vivre au milieu de vous, n'apporter le moindre obstacle à l'unité syndicale, et s'en remettre à son intelligence et à son courage pour faire pénétrer ses idées. Tout autre moyen de pénétration est une absurdité. — Delfosse.

Les Livres

Marcel OLLIVIER. — Spartacus (Préface de Henri BARBUSSE). (Editions de l'Épi.)

Il faut savoir gré à Marcel Ollivier d'évoquer sous la forme attrayante d'un récit historique solidement documenté la figure de ce chef d'esclaves révoltés qui fit trembler l'orgueilleuse société antique. Marcel Ollivier, qui est un marxiste, ne craint pas d'évoquer brutalement le fumier sanglant sur lequel ont poussé les belles fleurs de rhétorique gréco-latine que la bourgeoisie moderne aime à faire respirer à ses écoliers en leurs proposant comme modèle la société esclavagiste du monde antique. Il joint l'explication déterministe à l'intérêt sentimental qui s'attache aux prouesses de la guerre ser vile et à l'intérêt scientifique qui leur donne une signification profonde : « L'institution de l'esclavage est aussi ancienne que la société antique elle-même. Elle remonte à l'époque où les groupements primitifs commencent à se fixer au sol, abandonnant leur vie nomade et passent de l'élevage des troupeaux à l'agriculture... Elle ne fit son apparition qu'à un certain stade de développement des sociétés primitives exigeant une division du travail assez avancée. L'esclavage, en tant que forme déterminée de la division du travail social se substitua et s'ajouta à l'ancienne division du travail entre hommes et femmes. »

Sans doute, l'origine immédiate est-elle la guerre et la conquête, mais c'est à juste titre que M. Ollivier remonte à des conditions plus éloignées, mais plus profondes. Cependant, la guerre et la conquête ont été, en particulier pour la Rome antique, des moyens économiques, une sorte de chasse à l'homme suivie d'une domestication de l'homme par l'homme analogues à la chasse et à la domestication des animaux. M. Ollivier montre bien d'ailleurs, comment les grandes conquêtes de Rome ont eu pour conséquence en développant l'esclavage et les grands domaines exploités au moyen de la main-d'œuvre ser vile, la ruine de cette classe de petits et moyens propriétaires qui avait fait les guerres, l'engorgement des villes par une plèbe saignée, engraisée par des millionnaires démagogues et finalement la chute de la République et le Césarisme.

Ainsi, les luttes de classes et de castes dans la Rome antique se font-elles sur deux plans : luttes civiles et politiques suscitées par l'existence d'un prolétariat saigné qui vit aux dépens de la société, tandis que la société moderne vit aux dépens du prolétariat (Sismondi cité par Marx dans la Lutte des classes en France); luttes sociales des esclaves contre la totalité de la société esclavagiste.

La révolte de Spartacus fut la plus sérieuse de ces luttes d'ailleurs rares. M. Ollivier marque bien les raisons de son échec : le peu de cohésion entre tous ces esclaves de races et de nationalités différentes. La révolte des esclaves traduisait, par le fait même qu'elle groupait les représentants des nations vaincues ayant perdu par la défaite leur qualité d'hommes libres, une lutte des nations opprimées contre l'Empire romain, mais dans cette lutte chacun voulait aller de son côté.

Si ces luttes furent rares, si elles ne traduisent qu'une réaction du souvenir de l'ancienne condition d'hommes libres sur la situation présente dégradante, c'est qu'elles ne trouvèrent pas comme celles du prolétariat moderne le milieu où se développer : il ne faut jamais oublier que l'esclave antique était en dehors de la société, dont le prolétariat moderne est une partie. La bourgeoisie moderne elle-même a amené le prolétariat à poser ses revendications propres en l'utilisant comme masse de manœuvre dans ses luttes contre la féodalité et dans ses luttes intestines. Il n'y a rien de tel dans la société antique.

Le reproche qu'on pourrait faire sur ce point à M. Ollivier, en particulier à sa conclusion, c'est de ne pas marquer suffisamment ces différences. « L'échec d'un mouvement en change-t-il le caractère profond ? » demande Ollivier. Nous répondons sans hésiter : Oui, pour un matérialiste. L'échec des mouvements d'esclaves et leur rareté dans la société antique ne sont pas des accidents. Il ne faut pas résoudre les opprimés de tous les temps et de toute espèce dans une même communauté confuse. D'autre part, M.

Ollivier se laisse aller parfois à des déclamations sur l'esclavage, facteur de décomposition (ce qui est vrai, mais dialectiquement avec une contre-partie) qui le feraient apparaître comme une monstruosité sans raison. Il ne faut pas oublier, comme Pa montré Marx dans le Capital, que l'esclave ne fournit pas un travail gratuit, que sa condition juridique masque la part du produit social qu'il conserve, comme celle d'ouvrier masque la part que s'approprie le capitaliste. Il ne faut pas oublier non plus la parole d'Engels dans l'Anti-Dühring : « Sans esclavage antique, pas de socialisme moderne. »

Nous craignons que le marxiste Ollivier, qui a demandé à l'idéaliste Barbusse, dont il combattait jadis la conception de l'histoire, une préface pour un livre historique, n'ait été amené par contre-coup à donner à ce livre une légère teinte idéaliste.

La N.R.F. publie sous le titre Les Grandes Catastrophes, un recueil d'anecdotes sur des sinistres historiques. Le volume, en style Petit Journal, est typique du genre d'histoires que réclame aujourd'hui l'intelligence bourgeoise et qu'elle communique au prolétariat. Hystérie du comédage, de l'héroïsme et du pathétique, avec, bien entendu, la morale bourgeoise sous-jacente : ainsi on nous raconte la catastrophe de Courrières — et l'on parle de la fatalité. Ces histoires racontées sur le mode grand-guignolesque, avaient paru auparavant dans le journal policier Déléctive, publié sous la haute direction de Chiappe. C'est tout dire. — A. A.

Une réunion sur les assurances sociales

Lundi soir, la 20e Union régionale unitaire, avait organisé une réunion sur les assurances sociales, à laquelle avaient été conviés les militants des conseils syndicaux et des comités intersyndicaux. C'est devant une centaine de militants tout au plus, que Lichon au nom de l'Union commenta brièvement la loi sur les assurances sociales ; il indiqua que la C.G.T.U. était en principe hostile à la loi actuelle et notamment qu'elle considérait comme scandaleux les versements ouvriers obligatoires, mais qu'étant donné l'impossibilité de s'y soustraire, il fallait au plus vite que les syndicats unitaires constituent des caisses d'assurances ; sinon on courrait le risque de voir celles-ci gérées par l'Etat, le patronat et les réformistes.

Lichon reconnut que les décisions de Bordeaux concernant la Caisse nationale de solidarité ouvrière n'avaient pas été appliquées et que les syndicats unitaires s'y étaient montrés indifférents.

Quelques camarades posèrent des questions sur le fonctionnement de la loi ; mais il faut surtout mentionner l'intervention d'un camarade des Terrassiers décidé à s'opposer en ce qui le concerne, à l'application de la loi et qui reproche à la direction confédérale de nier les possibilités de réaction des ouvriers contre la loi sur les assurances, alors que par ailleurs elle affirme qu'il y a une « radicalisation des masses. »

Lichon lui répondit péniblement que tout en constatant « la radicalisation » on ne pouvait pas croire que les ouvriers iraient jusqu'à s'opposer aux prélèvements sur les salaires, faits en vertu de la loi sur les assurances.

On peut voir par là que les dirigeants de la C.G.T.U. ne sont pas dupes lorsqu'ils voient la « radicalisation » au point de prétendre que la question de la prise du pouvoir est posée.

En conclusion, indécision, indifférence des syndicats, les métaux et bien d'autres corporations importantes n'étant pas même représentés ; cela fait prévoir qu'une fois de plus la C.G.T.U. sera débordée et qu'en dehors des grandes phrases sur la nécessité de conquérir les masses, les dirigeants confédéraux sont parfaitement incapables de tout travail pratique sérieux. — G.

Le Gérant : P. FRANK.



Imprimerie SFIC
10, cité Nvs, Paris XI (Métro : 73-26)

La vie du journal

— Dix sous, c'est trop cher.

C'est une observation que des camarades nous ont faite quelquefois. Pas très souvent, mais tantôt par lettre, tantôt de vive voix, on nous a dit que le prix du journal était un obstacle à sa diffusion.

Quand nous n'étions encore que dans la période des projets, nous pensions qu'il serait possible de fixer le prix du journal à 30 ou 40 centimes. Mais dès que nous avons eu des devis d'imprimeur, la question a été réglée. Cinquante centimes, c'est le juste prix. Pour se contenter d'un prix inférieur, il faut disposer de ressources aussi exceptionnelles qu'abondantes. Or, la Vérité doit équilibrer son budget avec ses seules ressources.

Le prix de 50 centimes est, d'ailleurs, tout à fait normal. Avant la guerre, les quotidiens coûtaient un sou et les hebdomadaires deux sous. En multipliant par cinq, on reste au-dessous de l'augmentation réelle. Le Parti communiste a donné, aussi dans ce domaine, un mauvais exemple, en vendant ses publications au-dessous du prix normal. D'abord, cela n'en fait pas vendre beaucoup plus. Ensuite, un ouvrier n'a aucune justification pour demander qu'on lui cède journaux ou livres communistes au rabais.

Tout cela n'est pas pour dire que nous voulons nous figer dans les conditions actuelles. Nous n'abaisserons pas le prix du journal, mais aussitôt que nous serons parvenus à équilibrer notre budget, nous ferons un nouveau pas, soit en augmentant le nombre de pages, soit en adoptant un plus grand format. Nous avons, en effet, reçu à ce sujet quelques critiques : « Vos pages sont trop petites », nous a-t-on dit de quelques côtés, bien que, dans l'ensemble, on ait trouvé le format que nous avons adopté pratique et commode. La question n'est pas encore urgente. Pourtant, nous aimerions que nos lecteurs et abonnés nous donnent leur opinion là-dessus : 12 pages format actuel, ou 8 pages sensiblement plus grandes.

Chaque courrier nous apporte maintenant sa lettre encourageante. La vente en province s'organise. Des camarades nous envoient des listes d'abonnés possibles, d'autres se chargent de distribuer la Vérité autour d'eux. Mais tout cela va encore beaucoup trop lentement à notre gré. Nos amis ne doivent pas considérer qu'ils ont rempli leur devoir d'oppositionalistes quand ils ont acheté leur numéro ou souscrit leur abonnement. Ils doivent se préoccuper sans cesse de nous trouver de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés. Le sort de la Vérité, comme le développement et l'avenir de l'opposition, sont entre leurs mains. Pour l'instant, nous sommes avant tout préoccupés de donner une base solide au journal, mais bien d'autres tâches nous sollicitent ; pour que l'opposition puisse lui prendre sa place dans le mouvement et jouer son rôle — ce que les faits de chaque jour montrent plus nécessaire — il est indispensable qu'elle s'organise, puis qu'elle se lie étroitement aux autres oppositions qui existent en Europe, en Amérique, en Chine. Le besoin d'une conférence internationale est partout ressenti. Nos amis des Etats-Unis nous l'ont déjà exprimé, puis les camarades espagnols des groupes de Belgique et du Luxembourg. Mais la réunion d'une conférence internationale est une sérieuse entreprise qui exige des ressources et une préparation méthodique. Les difficultés que cela présente ne nous effraient pas, mais elles seront d'autant plus vite surmontées que l'aide agissante de nos amis aura été plus grande et que leurs efforts nous auront permis de franchir plus vite la première étape qui est de boucler notre budget. Nos premières dépenses n'ont été qu'en partie couvertes par les contributions d'un groupe restreint de camarades et par une rentrée tout à fait exceptionnelle — procurée par la vente de photographies aux éditeurs américain et français de l'Autobiographie du camarade Trotsky — qui s'est élevée à 1.800 francs. Maintenant, nous nous adressons au cercle chargé des amis de la Vérité et nous leur demandons de nous aider, selon leurs moyens, à nous libérer de cette charge.

PREMIERE LISTE DE SOUSCRIPTIONS

P. Frank, 500 fr.; H. Audoin, 500; Sarah Meant, 100; Sarthou, 100; A. et M. Rosmer, 500; Autant-Lara, 100; Sarrelotte (versement mensuel), 250; Bastin, 225; Hache, 10; Manin, 100; Lelercq, 5; Baillet, 25; Claude Naville, 75; Legel, 10; Georges et Louise, 15; Hostyn, 10; Bellico, 5; Geoffroy, 15; Mougeot, 20; Mannoury, (excédent d'abonnement), 4; un communiste arpaonnais, 10; Trois camarades du 2e rayon, 75; Delphin, 5; P. (excédent d'abonnement), 2; Vente de photographies aux éditeurs, 1.800. — Total : 4.461 fr.